



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

ENSEIGNER AUX ADOLESCENTS

A L'INTERIEUR



APPRENTISSAGES

Le Brésil finance les parents
pour qu'ils scolarisent
leurs enfants
p. 2



DOSSIER

L'enseignement secondaire
à la croisée des chemins
p. 4



EDUCATION POUR TOUS

70 pays à la traîne
p. 8-9



EN BREF

Initiatives du
monde entier
p. 10

L'enseignement secondaire connaît une croissance sans précédent. Résultat : des classes surchargées, remplies d'adolescents venus d'horizons socioculturels différents. Les enseignants sont débordés, les élèves gagnés par l'ennui. Notre dossier de quatre pages examine les données du problème.

EDITO

L'Education pour tous est-elle l'affaire du monde entier ou celle des seuls pays en développement ? C'est une des questions que pose une publication de référence de l'UNESCO, le *Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous 2002 : le monde est-il sur la bonne voie ?*, qui vient de paraître. En faisant de l'éducation primaire universelle un objectif officiel de développement pour le millénaire, on a pu donner l'impression que les engagements pris à Dakar ne concernaient que les pays pauvres. Il n'en est rien. L'Education pour tous est un objectif que tous les pays devraient viser parce qu'aucun n'est pleinement satisfait des services éducatifs offerts sur son sol.

Un des objectifs de l'Education pour tous est de satisfaire les besoins d'apprentissage de tous, jeunes et adultes, en offrant un accès équitable à des programmes de formation et d'acquisition des compétences de la vie courante. Beaucoup associent cet apprentissage à l'enseignement secondaire ce qui pose des problèmes à une majorité de pays. Les pays en développement veulent étendre l'enseignement secondaire pour préparer les jeunes à participer à la société et à l'économie dans lesquelles ils vivent. Les pays industrialisés ont déjà généralisé l'enseignement secondaire, mais ces établissements apparaissent aujourd'hui comme des paratonnerres attirant les orages qui secouent la société.

Nous souhaitons que les jeunes sortent du secondaire autonomes et motivés, prêts à s'insérer dans la société en gagnant leur vie honnêtement et en contribuant au bien commun. Mais comment y parvenir ?

La première solution consiste à instaurer une relation plus riche entre enseignants et élèves. Cuba a réformé les trois premières années du secondaire pour que les élèves aient le même enseignant dans toutes les matières, à l'exception de l'éducation physique et des langues vivantes. Le but est de resserrer les relations et de développer une vision plus large du savoir.

Une autre démarche met l'accent sur les valeurs personnelles. Le Centre Columba 1 400 (www.columba1400.com) a montré que des cours moins longs, fondés sur des principes d'éveil, d'attention, de créativité, d'intégrité, d'engagement et de persévérance, peuvent influencer sur les comportements, voire sur les choix fondamentaux, d'une jeunesse démotivée.

Un troisième principe consiste à associer à ce défi la communauté au sens large. Si la crise du secondaire est le reflet de tensions au sein de la société, celle-ci doit mettre la main à la pâte et l'ensemble de ses membres, parents, employeurs, classe politique et experts, unir leurs efforts dans la recherche d'une solution. A la société civile d'assurer sa propre reproduction.

John Daniel

Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation

La bourse ou la rue

Le gouvernement brésilien finance les parents pauvres pour qu'ils scolarisent leurs enfants

« J'aide beaucoup ma mère en allant à l'école. Maintenant nous avons assez pour payer l'électricité et acheter des livres, des stylos, et même des jouets et des sandales », se réjouit Geislane José da Silva, timide Brésilienne de 8 ans, qui fréquente une école publique de Cidade Occidental, petite ville à 50 km de la capitale, Brasília. Malgré son âge, Geislane est le principal soutien de sa famille. Tant qu'elle ira à l'école, sa mère recevra chaque mois une bourse d'études. « Maman me dit souvent qu'il faut que je continue l'école », dit-elle.

parents défavorisés, cette bourse représente un revenu fixe qui lui permet de scolariser ses enfants.

Lutter contre les abandons scolaires

Bolsa Escola a été lancé il y a deux ans, enrayer les abandons scolaires. Au Brésil, un enfant sur quatre quitte en effet l'école avant d'achever ses études primaires. Le programme touche aujourd'hui 8,7 millions d'écoliers, mais l'objectif est d'atteindre 11 millions d'enfants.

Les bénéficiaires sont les parents défavorisés qui ont des revenus inférieurs ou égaux à la moitié du salaire minimum. Ils touchent une allocation mensuelle de 5 dollars EU par enfant de 6 à 15 ans pour trois enfants maximum, à condition que ceux-ci suivent au moins 85 % des cours. C'est généralement la mère qui reçoit la bourse, qu'elle retire directement, grâce à une carte de crédit spéciale, dans un distributeur de son choix.

Des retombées économiques

« Ce programme est remarquable », souligne Jorge Werthein, directeur du Bureau de l'UNESCO au Brésil, « parce qu'il s'attaque à l'exclusion et à la pauvreté ». Et les résultats sont positifs, comme l'indique une évaluation initiale de l'UNESCO et de l'UNICEF : non seulement *Bolsa Escola* a réduit le taux d'absentéisme,

d'abandon et de redoublement dans les écoles, mais il motive les écoliers concernés, lutte contre le travail des enfants, améliore la qualité de vie et redonne confiance aux familles, aux femmes notamment.

Et comme le souligne Jorge Werthein, il est aussi rentable. La scolarisation primaire coûte chaque année quelque 100 dollars EU

par enfant, qui sont perdus s'il abandonne l'école. Il n'en coûte que 60 dollars EU de plus lorsque l'élève bénéficie de *Bolsa Escola*, avec de plus grandes chances de le maintenir à l'école.

Un concept à la Robin des bois

D'un coût annuel de 660 millions de dollars EU, le programme est financé par un nouvel impôt sur les transactions financières. « Nous appliquons le même principe que Robin des bois : prendre aux riches pour donner aux pauvres », commente Floriano Pesaro, secrétaire du programme national *Bolsa Escola* jusqu'en janvier 2003.

La réussite, explique-t-il, tient au caractère fortement décentralisé du programme et à un système bien développé de virements bancaires. Actuellement, 99 % des 5 545 municipalités du Brésil participent au projet.

Là où – cela arrive rarement –, *Bolsa Escola* ne peut intervenir, des ONG comme Missão Criança prennent le relais. « Nous comblons les lacunes, par exemple auprès des gens qui vivent sur les décharges », explique Cristovam Buarque, président de Missão Criança, qui vient d'être nommé ministre de l'éducation.

A Cidade Occidental, le nombre des enfants contraints à la mendicité a beaucoup baissé et la fréquentation scolaire est en hausse. Beatriz Sobrinho de Melo, la directrice de l'école, s'en félicite. « Avant », note-t-elle, « les enfants venaient à l'école, mais n'étaient pas motivés. Aujourd'hui, ils savent pourquoi ils viennent ».

Le Brésil n'est pas le seul converti. Des programmes similaires fleurissent d'un bout à l'autre du continent sud-américain (Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Mexique et Nicaragua) et des projets pilotes ont été lancés en Mozambique et en République unie de Tanzanie.

Contact : Jorge Werthein, UNESCO-Brésil
Mél : j.werthein@unesco.org



Geislane, 8 ans, doit fréquenter l'école régulièrement pour aider sa famille

La mère de Geislane fait partie des 2,5 millions de parents pauvres du Brésil bénéficiant de *Bolsa Escola*, le programme national d'aide aux études. Comme la grande majorité des femmes de son quartier, elle vit seule, n'a pas d'emploi stable et ne reçoit aucun soutien du père de ses trois enfants. Pour elle, comme pour d'autres

Des petits prêts pour s'en sortir

Un projet aide les jeunes femmes à rompre le cercle vicieux de la misère dans les bidonvilles kenyans



©UNESCO

Au Kenya, la violence est le lot quotidien des jeunes femmes

À 17 ans, dans les quartiers pauvres de Nairobi, beaucoup de jeunes filles sont déjà mariées, mères de famille, voire divorcées. Certaines se cramponnent à leurs mariages, moins par choix que par nécessité.

Ces adolescentes sont une proie d'autant plus facile qu'elles proviennent souvent de familles désunies ou monoparentales et vont chercher ailleurs l'amour et le soutien qu'elles n'ont jamais reçus chez elles. Mais les unions ne durent guère, minées par la violence domestique. Lorsqu'elles rompent, certaines n'ont d'autre choix que la prostitution pour survivre. Un cercle vicieux s'installe, dont il est bien difficile de sortir.

L'art de la débrouille

« Ces filles apprennent dès l'enfance l'art de la débrouille. Mais celui-ci n'est pas d'un grand secours lorsqu'on est analphabète », explique Susan Nkinyangi, conseillère principale d'éducation au bureau de l'UNESCO à Nairobi. « Beaucoup tombent dans la prostitution, s'exposant ainsi à toutes sortes de dangers, notamment le sida ».

C'est dans ce contexte qu'en juin dernier, K-Rep, un des principaux organismes kenyans de développement par le microfinancement, a lancé, avec le soutien de l'UNESCO, un programme qui aide ces jeunes en péril à

remonter la pente en leur prêtant de quoi ouvrir d'un petit commerce. K-Rep fournit le capital de départ, et l'UNESCO, par l'intermédiaire de sa chaire à l'Université de Nairobi, offre un "tutorat" et une formation aux compétences de la vie courante. Pour que ces femmes retrouvent confiance et dignité : grâce aux prêts, qui vont de 25 à 130 dollars EU, elles pourront vendre des vêtements ou des chaussures d'occasion, gérer une échoppe ou créer un atelier de soudure, de couture ou de confectionnerie.

Apprendre à faire les bons choix

La formation leur apprend des rudiments de communication, les initie au planning familial, aux ficelles du commerce, les prépare à résister au stress, et à faire des choix sains et salutaires. Sans oublier la prévention du VIH/sida, fréquent dans les bidonvilles, et la lutte contre la violence dont ces femmes sont souvent victimes.

L'UNESCO a déjà formé une équipe de "tuteurs" chargés d'apporter toutes ces compétences. L'une d'elles, Rita Njenga, qui dirige deux groupes de femmes, constate que le programme commence à porter ses fruits. Les groupes se réunissent chaque semaine dans les quartiers pour suivre la formation. Chaque participante apporte

aussi sa contribution, moins d'un dollar par personne, qui est mise de côté et ensuite utilisée comme garantie pour un prêt de la K-Rep.

Redonner confiance

« Nous sommes ici pour aider les adolescentes à s'en sortir, à comprendre qui elles sont et le sens de leurs relations, et à porter sur la vie un regard positif », explique Rita Njenga. Le groupe qu'elle supervise, dans le bidonville de Kibera, réunit 30 musulmanes âgées de 16 à 23 ans. La plupart n'ont jamais mis les pieds à l'école et se sont mariées tôt pour fuir la misère au domicile familial, avant d'affronter d'autres problèmes au domicile conjugal.

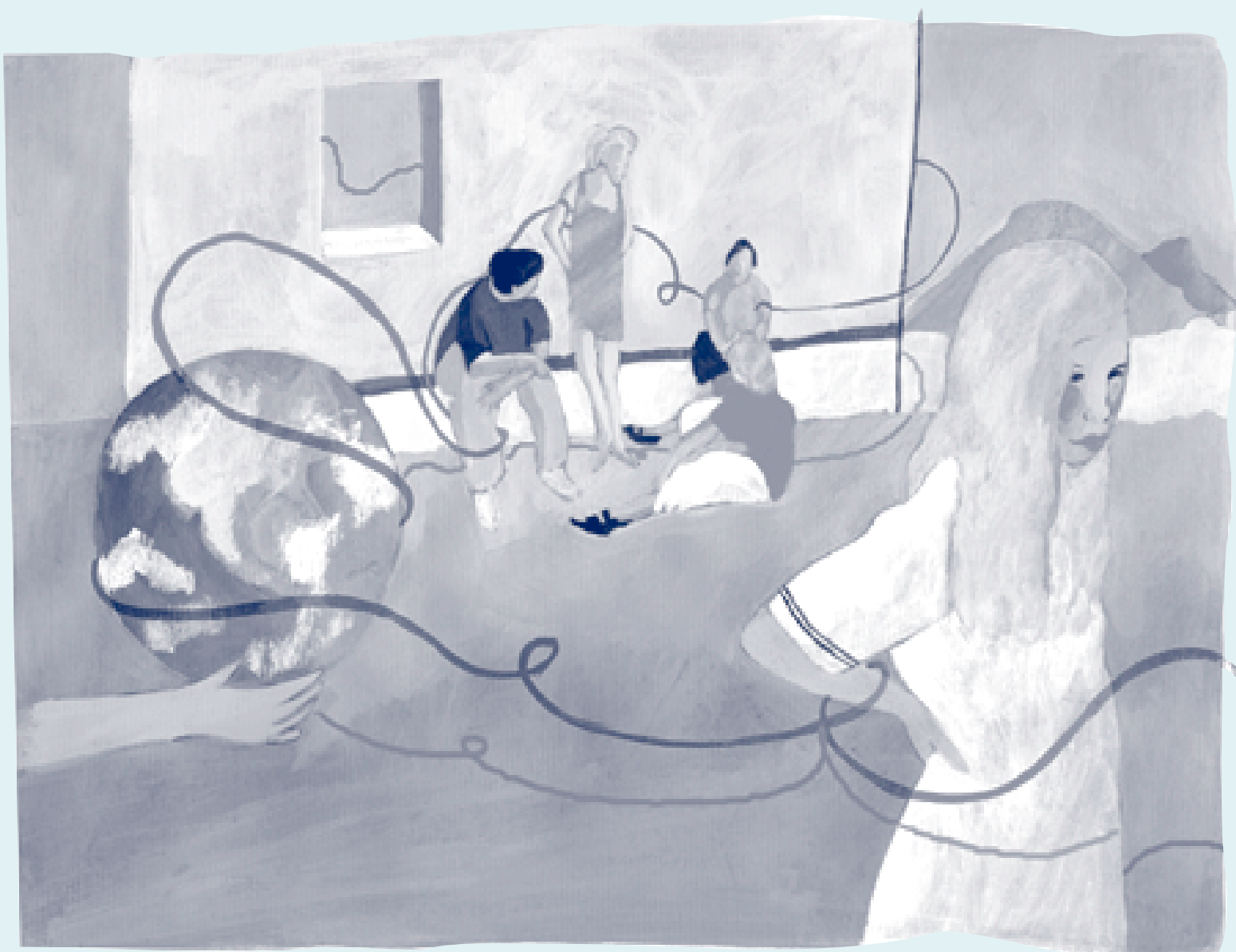
Rispa Were, qui encadre deux groupes de bidonvilles de Kayole et de Mathare, dans la banlieue est de Nairobi, estime que le plus dur pour ces jeunes femmes est d'apprendre à se confier et à faire confiance aux autres. Trop souvent victimes d'exploitation économique, sexuelle et sociale, elles se méfient de tout le monde. Grâce au théâtre, au jeu et au travail en groupe, elles retrouvent la parole et apprennent à épargner le petit capital qui leur permettra de bénéficier d'un prêt.

Richard Mwaniki, un autre tuteur, invite aussi des parents et des dirigeants communautaires à participer aux réunions. Ils apportent leur soutien aux jeunes femmes, et les encouragent dans leur action. « Nous avons compris qu'en apportant un réconfort à ces femmes, nous pouvions modifier leur comportement. Avec peu de moyens, elles parviennent à monter des projets qui leur tiennent à cœur. C'est pour moi, à ce jour, la plus belle réussite du programme », reconnaît-il fièrement.

Contact : Susan Nkinyangi, UNESCO-Nairobi
Mél : susan.nkinyangi@unesco.unon.org

Enseigner aux adolescents

En cinquante ans, le nombre des élèves de l'enseignement secondaire a été multiplié par dix. Les classes, surchargées, accueillent des jeunes venus d'horizons socioculturels toujours plus diversifiés. Conséquence : les enseignants ont bien du mal à intéresser les adolescents. Pour répondre à ces nouveaux défis, l'école n'a pas d'autre choix que de s'adapter.



©Cassandre Montoriol

A 14 ans, Johan en est à sa troisième exclusion du collège. Motif : des insultes proférées à l'encontre des enseignants. Casquette vissée sur la tête, cet adolescent, qui habite un quartier difficile de la banlieue de Paris (France), rend l'école responsable de son échec. Les profs, dit-il, « lui manquent de respect ». Mais, surtout, les cours l'ennuient. Alors, il se morfond en attendant l'heure de la sortie. Loin d'être isolé, le cas de Johan est emblématique du fossé qui se creuse entre l'institution scolaire et les adolescents.

« Aujourd'hui, quand les élèves s'ennuient pendant les cours, ils n'hésitent pas à le faire savoir et c'est bien là la plus grande difficulté pour enseigner aux adolescents », analyse le sociologue français François Dubet. Le temps est loin en effet où les élèves écoutaient en silence le professeur dispenser son cours. Les adolescents revendiquent aujourd'hui haut et fort le droit à la parole.

Malentendu

« Il existe un malentendu entre l'école et les profs », déplore David Marcilhacy, professeur d'espagnol dans un lycée de Paris. « Les adolescents ne partagent pas nos valeurs morales, celles de l'effort, du respect d'autrui et, surtout, manquent énormément de curiosité. Les intéresser est un vrai défi ». C'est que le point de vue des adolescents ne correspond pas toujours à celui des enseignants. *L'enseignement secondaire : une étape du développement humain*, que vient de publier UNESCO-Santiago, cite les propos d'un élève : « Ce n'est pas parce qu'ils nous enseignent qu'ils ont le droit de nous humilier. Le respect devrait être mutuel. »

Pour Hilda Surraco, pédagogue uruguayenne, les problèmes de comportement ne tiennent pas toujours à la personnalité de l'élève. Ils sont souvent des réactions à la manière dont il est traité.

La répétition engendre l'ennui, estime le biologiste Jean-Didier Vincent. Selon lui, l'école devrait stimuler la soif d'apprendre des jeunes. « Les jeunes ont un appétit de vivre, mais on ne peut pas donner le même aliment à tout le monde. C'est l'appétit qui compte ». Il regrette que les enseignants ne soient pas formés à cela. « Leur profil », explique-t-il, « correspond à une école qui n'existe plus ».

Les élèves s'ennuient à l'école

Nez en l'air, l'esprit ailleurs, nombreux sont les élèves qui n'arrivent pas à s'intéresser à ce qui se dit en cours. Pourtant, l'école reste pour les adolescents un lieu privilégié de socialisation, où ils se sentent plutôt à l'aise et assez bien encadrés. Tel est le résultat paradoxal d'une enquête de l'OCDE*, menée auprès de 17 millions d'adolescents dans 32 pays, dans le cadre de son Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

Même s'ils disent s'ennuyer, avec des taux records en Allemagne (67 %), en Grèce et en Espagne (66 %), les élèves estiment dans leur grande majorité que l'école est un endroit où ils se font facilement des amis (82 %), où ils se sentent chez eux (75 %) et où les autres élèves ont l'air de les apprécier (77 %). Seuls 14 % d'entre eux se sentent mal à l'aise et 10 % se disent seuls.

Autre enseignement de cette enquête : les professeurs ont du mal à faire régner la discipline dans leur classe. Il semble en effet difficile d'être au calme dans les classes grecques, norvégiennes ou brésiliennes. En Grèce, 58 % des élèves déclarent qu'« au début des cours, plus de cinq minutes se passent sans que l'on ne fasse rien », 46 % qu'il y a du bruit et de l'agitation et 29 % que les élèves n'écoutent pas ce que dit l'enseignant. A l'inverse, la discipline règne dans les classes russes, lettonnes et polonaises.

Alors qu'ils se montrent volontiers dissipés, les élèves se disent dans le même temps plutôt bien encadrés. Six jeunes de 15 ans sur dix estiment en effet que le professeur s'intéresse aux progrès de chacun. Mais la perception du soutien des enseignants varie considérablement selon les pays. Ainsi, en Australie, au Portugal et au Royaume-Uni, plus de trois jeunes de 15 ans sur quatre ont déclaré que leur professeur s'intéressait aux progrès réalisés par chaque élève. Ils ne sont plus qu'un tiers en Corée, en Italie et en Pologne. C'est par ailleurs en Australie, au Canada, aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni que les jeunes se sentent le plus encouragés à la réussite et bénéficieraient d'un plus grand soutien de la part de leurs enseignants.

Contact : Andreas Schleicher, directeur adjoint de la division des statistiques et des indicateurs de l'OCDE

*Pays de l'OCDE, auxquels s'ajoutent le Brésil, la Lettonie, le Liechtenstein et la Fédération de Russie.

Violence et malaise

Conséquence de ce malentendu autant que symptôme du malaise qui règne dans l'enseignement secondaire : la violence. En perte de repères, les adolescents s'en prennent à cette figure de l'autorité qu'est l'école. Incivilités, racket, injures adressées aux enseignants, agressions... se multiplient. « L'école concentre toutes les violences sociales », explique François Dubet. Président de l'Institut national Hamilton Fish pour la prévention de la violence scolaire et communautaire, aux Etats-Unis, Paul M. Kingery remarque de son côté que : « Le port d'arme et les attaques à main armée ont beaucoup augmenté ces dernières années. La démission des parents, la disponibilité des armes, la violence dans les médias, la crise économique et la diminution du nombre de travailleurs sociaux expliquent cette progression de la violence ».

Quant aux enseignants, ils sont souvent mal préparés pour affronter des jeunes issus de familles déstructurées, et qui semblent

rebelles à toute autorité. Même lorsqu'ils exercent dans des conditions matérielles satisfaisantes, avec des classes moins surchargées, les défis restent immenses. Confrontés à des élèves aux origines socio-culturelles plus variées qu'autrefois, les enseignants ont vu leur rôle évoluer. Formés pour enseigner une discipline, ils sont de plus en plus appelés à jouer un rôle d'éducateur. Ce décalage entre leur formation et leur travail au quotidien n'est pas sans créer malaise et tensions.

Ce phénomène n'est pas propre aux pays industrialisés. Sofia Caballero, professeur dans un collège de Bogota, en Colombie, se heurte elle aussi au désintérêt de ses élèves, mais pour d'autres raisons : « Ils préfèrent souvent quitter les bancs de l'école pour aller gagner leur vie ou, dans le pire des cas, rejoindre des réseaux mafieux ».

Non seulement les élèves sont moins passifs et plus bruyants, mais ils sont aussi plus nombreux. Un nombre grandissant de pays →

Enseigner aux adolescents

considèrent en effet l'enseignement secondaire comme une partie intégrante de l'éducation de base.

Accueillir les foules

Depuis 50 ans, le nombre d'élèves du secondaire est passé de 40 à 400 millions dans le monde. Face à cette croissance exponentielle, l'école a du mal à suivre. C'est particulièrement vrai des pays en développement où, faute d'enseignants, les classes explosent.

Au Soudan, par exemple, les écoles secondaires accueillent en moyenne 50 élèves par classe. En République dominicaine, en Malaisie, au Viet Nam et aux Philippines, la moyenne dépasse 40 élèves par classe.

Cette croissance n'est pas sans conséquence sur la qualité de l'enseignement. « Dans de nombreux pays, l'augmentation des effectifs va de pair avec celle de l'échec scolaire, ce dont attestent les taux élevés de redoublement et d'abandon », constate Rupert Maclean, directeur du Centre international pour l'enseignement et la formation technique et professionnelle de l'UNESCO à Bonn.

Des réformes nécessaires

Bien des réformes seront nécessaires, estime Beatriz Macedo, spécialiste de l'enseignement secondaire à UNESCO-Santiago. La plus cruciale, selon elle, touche à la culture des enseignants. « Il faut qu'ils comprennent qu'il ne s'agit plus d'enseigner une matière, mais de s'en servir pour éduquer ». Pour Hilda Surraco, « les enseignants ont du mal à considérer ce qui se passe en classe comme une interaction, et les interventions des élèves comme une réaction à l'organisation de la classe ».

Tous le soulignent, l'enseignement secondaire est contraint d'évoluer. Mais vers quoi ? C'est à cette question qu'ont tenté de répondre les experts réunis lors de la Conférence internationale de l'UNESCO sur la réforme de l'enseignement secondaire, qui s'est tenue du 22 au 24 décembre 2002 à Mascate (Oman). « Il faut, une fois pour toute, se demander quelles sont les finalités de l'école. Autrement dit, ce que l'on veut transmettre, à qui et pourquoi », martèle Jean-Michel Leclercq, expert de l'éducation secondaire.

Le premier défi à relever concerne la réforme des contenus. Face à des élèves qui ne se destinent pas à l'université, l'enseignement ne peut rester purement académique. Sinon, une bonne partie d'entre eux risquent de décrocher. Autrement dit, les mathématiques et la géographie, si elles continuent d'avoir leur place dans le cursus, ne doivent plus être les seules matières enseignées.

« L'école doit savoir intéresser les élèves au monde qui les entoure. Il faut donc développer chez eux des compétences nécessaires comme l'esprit critique, l'esprit d'initiative, la capacité à monter des projets ou encore à communiquer », estime Sonia Bahri, chef de la section pour l'enseignement secondaire général à l'UNESCO. L'école doit aussi être le lieu où les élèves sont sensibilisés aux questions de santé ou d'environnement. « Cela suppose de revoir non seulement les contenus et les méthodes d'enseignement, mais aussi la façon dont les écoles sont dirigées et gérées », ajoute Sonia Bahri.

En donnant aux programmes scolaires une coloration plus professionnelle, on évite que des jeunes se retrouvent sur le marché de l'emploi sans qualifications. Mais encore faut-il redorer le blason de l'enseignement technique, parent pauvre du système scolaire dans bien des pays. Cette réflexion est d'autant plus urgente qu'une formation secondaire est de plus en plus nécessaire pour accéder au marché de l'emploi. A titre d'exemple, en 1950 aux Etats-Unis, 60 % des emplois étaient non qualifiés. Moins d'un demi-siècle plus tard, ils ne représentaient plus que 25 %. On estime par ailleurs qu'un jeune qui arrive aujourd'hui sur le marché du travail changera d'emploi trois à cinq fois dans sa vie.

L'exemple allemand

« Les ministres de l'éducation commencent à réaliser son importance, mais pendant longtemps, l'enseignement technique a été considérée comme inférieure à l'enseignement général », remarque Wataru Iwamoto,

Répondre aux besoins des employeurs nigériens

Le Nigeria tire 65 % de sa richesse de l'industrie du pétrole, mais seuls 2 % de sa population travaillent dans ce secteur. Les employés sont surtout des expatriés. A lui seul, ce chiffre donne une idée du gouffre existant entre les besoins des entreprises et la qualification des salariés. Alors que le taux de chômage avoisine les 30 %, le pays est en effet obligé de faire appel à une main d'œuvre qualifiée étrangère. C'est pour tenter de réduire ce fossé qu'à la demande du gouvernement nigérien, l'UNESCO a amorcé dans ce pays une réforme de l'enseignement professionnel.

« La politique éducative de ces dernières années s'est focalisée sur l'éducation primaire. Par suite, l'enseignement secondaire, et notamment technique, ont été relégués au second plan », constate Hashim Abdul-Wahab, consultant de l'UNESCO pour le projet de réforme nigérien. Aujourd'hui, les filières professionnelles n'attirent plus que 1 % des élèves, quand la proportion était de 15 % dans les années 1970.

Comme d'autres pays, le Nigeria réalise aujourd'hui l'importance que revêt l'enseignement technique et professionnel pour l'économie du pays. C'est pourquoi une trentaine de disciplines, de la mécanique à l'électronique, sont depuis deux ans introduites dans le cursus. « Des cours de gestion des entreprises sont également intégrés aux programmes afin de permettre aux étudiants de lancer leur propre affaire », ajoute Hashim Abdul-Wahab.

Mais ces réformes ont un coût. L'enseignement technique est en effet deux à dix fois plus cher que l'enseignement général. L'équipement des établissements en machines-outils, en laboratoires, en matières premières et en enseignants qualifiés rendent en effet la facture beaucoup plus salée que pour les filières classiques. Aussi le gouvernement nigérien a-t-il dû consentir un effort supplémentaire de 1,5 milliards de dollars EU sur trois ans.

→ directeur de la division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel à l'UNESCO. Il y a des exceptions. Toujours cité en exemple, le système scolaire allemand forme deux tiers des jeunes à des compétences techniques : électricité, électronique, nouvelles technologies, mécanique... A l'image de l'Allemagne, de plus en plus de pays comprennent l'intérêt de créer des passerelles entre l'enseignement professionnel et la filière générale. Ainsi, en Australie, les adolescents ne sont-ils pas obligés de choisir entre un parcours classique au collège et un enseignement professionnel : le programme intègre à la fois savoir formel et savoir-faire technique. A la sortie du lycée, ils obtiennent un diplôme reconnu aussi bien par l'industrie que par l'université.

Mais la réforme de l'enseignement secondaire ne se résume pas à sa dimension technique : elle concerne la société dans son entier. « L'implication de tous dans l'éducation des adolescents constitue un facteur clef de réussite scolaire et de résolution des conflits », analyse Qian Tang, directeur du bureau exécutif du secteur Education de l'UNESCO. « Il faut à la fois préparer les élèves à l'université et à la vie professionnelle et aussi en faire des citoyens responsables ».

Plus d'investissements

Le problème, c'est que les Etats les plus pauvres, qui auraient le plus besoin de développer l'enseignement secondaire, sont aussi ceux qui sont le plus en retard dans ce domaine. Car l'enseignement secondaire nécessite plus d'investissements que le primaire. Pour améliorer le taux de scolarisation dans le secondaire, un Etat peut soit accroître la part du budget qui lui est consacrée, soit améliorer la performance de l'institution scolaire.

« Des enseignants davantage présents auprès des élèves, des années scolaires plus longues, permettraient par exemple de diminuer le nombre des redoublements, qui pèsent lourdement sur les budgets consacrés à l'éducation », explique Françoise Caillods, de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP).



© UNESCO/Jack Ling

L'enseignement secondaire devient un atout sur le marché de l'emploi

L'Uruguay a ainsi demandé aux enseignants du secondaire, qui dispensent moins d'heures de cours que leurs collègues du primaire, de rester quelques heures de plus afin d'aider les élèves en difficulté. Le recours à d'autres sources de financement comme les collectivités locales, les agences de développement ou les ONG, peuvent apparaître comme une alternative quand l'argent vient à manquer dans les caisses de l'Etat.

A sa façon, le Zimbabwe a réussi à relever ce défi : au lendemain de l'indépendance, le taux de scolarisation des élèves dans le secondaire est passé de moins de 15 % à 42 %. Les parents ont été les premiers à mettre la main à la poche. Les communautés religieuses, les municipalités et d'autres organismes ont suivi, en attendant que le gouvernement puisse prendre le relais. Un exemple certainement à suivre. ●

L'UNESCO encourage les réformes

L'UNESCO attire actuellement l'attention des pays sur la nécessité de repenser complètement le rôle de l'enseignement secondaire. Pour que les jeunes, et les adultes, soient mieux préparés à la vie dans le monde d'aujourd'hui, il faut que l'apprentissage tout au long de la vie devienne une réalité. Des réformes sont donc nécessaires. L'UNESCO estime qu'il faut plus de flexibilité et d'interaction entre l'enseignement général et la formation professionnelle. L'enseignement technique est un lien vital entre l'école et le monde du travail, tandis que les disciplines générales enrichissent le cursus technique. C'est pour répondre à tous ces besoins que l'UNESCO a lancé en 1992 le Projet international pour l'enseignement technique et professionnel (UNEVOC), puis, à l'achèvement du Projet, le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), ouvert à Bonn en juillet 2000.

Coordonné par le Centre de Bonn, le réseau UNEVOC relie plus de 200 établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) dans 137 pays. En 1999, à Séoul, le Deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel a formulé des recommandations visant à adapter cet enseignement aux besoins des employeurs. Celles-ci ont formé le socle d'une nouvelle version de la Recommandation révisée de 2001 concernant l'enseignement technique et professionnel, un des deux instruments normatifs de l'UNESCO dans ce domaine. Le second est la Convention sur l'enseignement technique et professionnel, adoptée en 1989. ●

Cartographie des progrès

Une école de qualité pour tous en 2015 et un meilleur accès à l'apprentissage pour les jeunes et les adultes : ces perspectives restent du domaine du rêve pour un tiers de la population mondiale.



© UNESCO/Dominique Roger

La bonne nouvelle, c'est que près de 83 pays devraient atteindre l'objectif d'Education pour tous d'ici 2015, comme prévu lors du Forum mondial de Dakar (Sénégal). La mauvaise, c'est que plus de 70 d'autres n'y parviendront pas. C'est ce qui ressort du *Rapport de suivi sur l'éducation pour tous 2002* : le monde est-il sur la bonne voie ?, publié par l'UNESCO et présenté à l'occasion de la deuxième réunion du Groupe de Haut-niveau à Abuja (Nigeria), en novembre dernier. « Cela confirme le diagnostic du Forum selon lequel près du tiers de la population mondiale vit dans des pays où la réalisation des objectifs de l'Education pour tous demeure un rêve », analyse le Pr Christopher Colclough, qui a dirigé le rapport.

Le rapport indique en effet que 28 pays ne réaliseront vraisemblablement pas les trois objectifs mesurables de Dakar : éducation primaire universelle, égalité des sexes et réduction de moitié des taux d'analphabétisme. Si ces pays se situent pour la plupart en Afrique subsaharienne, l'Inde et le Pakistan font aussi partie de la liste.

Certaines évolutions invitent pourtant à l'optimisme. Ainsi, la scolarisation primaire des filles s'est améliorée dans tous les pays

au cours des années 1990 : 86 pays ont même déjà atteint l'égalité des sexes, et 35 autres sont sur le point d'y parvenir. Seuls 31 pays accusent un sérieux retard. L'éducation primaire universelle en revanche, au vu des tendances actuelles, ne sera pas atteinte dans 57 pays. Certains Etats d'Europe centrale et orientale enregistrent même un recul dans ce domaine. Enfin, 78 pays ne parviendront pas à réduire de moitié leur taux d'analphabétisme d'ici 2015, dont le Bangladesh, la Chine, l'Inde et le Pakistan, qui, à eux seuls, rassemblent 61 % des adultes illettrés de la planète.

Car le coût de l'Education pour tous a été largement sous-estimé. Le sida ou les conflits pèsent en effet très lourdement sur les budgets de l'éducation. L'épidémie augmente de 975 millions de dollars EU le budget annuel nécessaire. Pas moins de 5,6 milliards de dollars EU supplémentaires seront chaque année nécessaires pour parvenir à l'éducation primaire universelle et à l'égalité fille-garçon.

Les gouvernements devront renforcer leurs budgets de l'éducation de base et l'aide extérieure devra être mieux répartie. Le rapport s'interroge sur certains aspects des programmes d'aide, qui soutiennent les pays dotés de bonnes stratégies de réduction de la pauvreté. « Les pays ayant les environnements politiques les plus difficiles », constate le rapport, « sont ceux dont la communauté internationale s'occupe le moins, alors que ce sont ceux auxquels elle devrait s'intéresser le plus ».

Autre obstacle : la pénurie d'enseignants qui s'annonce risque de ne pas faciliter non plus la réalisation des objectifs de Dakar. 15 à 35 millions d'enseignants supplémentaires devront être recrutés dans les années qui viennent. C'est seulement à ce prix qu'on parviendra à l'éducation primaire universelle d'ici 2015.

Contact : Christopher Colclough, directeur du Rapport de suivi sur l'Education pour tous
Mél : c.colclough@unesco.org

Le Groupe de haut niveau tire la sonnette d'alarme

« Nous trouvons alarmant qu'au vu des tendances actuelles, 83 pays seulement aient atteint ou soient bien placés pour atteindre d'ici 2015 trois des six objectifs de Dakar – l'accès universel à l'enseignement primaire, l'égalité entre les sexes et l'alphabétisation des adultes ».

C'est une des observations du communiqué publié par le Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous à l'issue de sa dernière réunion, qui s'est tenue à Abuja (Nigeria) du 18 au 20 novembre dernier. Des prévisions annoncées par le récent *Rapport de suivi sur l'éducation pour tous 2002* (voir l'article ci-contre).

Les vingt-quatre membres du Groupe de haut niveau, qui réunit des ministres, des représentants des bailleurs de fonds, d'agences des Nations Unies et d'ONG, ont également exprimé leur préoccupation face au déclin de l'aide à l'éducation et ont exhorté la communauté internationale à accélérer la marche vers le respect de ses engagements.

Mais les pays doivent aussi redoubler d'efforts, insiste le Communiqué, qui souligne le caractère crucial d'une bonne planification et de la prise en compte de défis comme le VIH/sida et les conflits armés. Enfin, le Groupe rappelle qu'il est essentiel d'associer la société civile à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des efforts d'Education pour tous, et de renforcer à cette fin les compétences professionnelles.

Contact : Abhimanyu Singh, directeur de l'Unité du suivi de Dakar
Mél : abh.singh@unesco.org

Plus de détails sur

3 questions à Abraham Bablola Borishade

Abraham Bablola Borishade est ministre de l'éducation du Nigeria

1 Le Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous classe le Nigeria parmi les pays qui ont peu de chances de réaliser l'éducation universelle d'ici 2015. Pensez-vous que votre pays y parviendra ?

Je pense sincèrement que oui. D'abord, l'équipe du rapport a reconnu qu'elle s'était servie des données de 1999, donc antérieures à la conférence de Dakar. Or, depuis Dakar, nous ne sommes pas restés inactifs. De 15 millions d'enfants scolarisés en 2001, nous sommes passés à 18 millions en 2002.

2 Concrètement, qu'avez-vous fait pour encourager l'Éducation pour tous ?

Nous avons créé des infrastructures d'alphabétisation massive et de développement des compétences de la vie courante et introduit un programme d'éducation destiné aux populations nomades. Nous avons également inscrit dans la constitution neuf années de scolarité obligatoire pour tous les enfants. Nous avons amélioré la pertinence des programmes et formons actuel-

lement quelque 40 000 enseignants par an. Ce sont des progrès importants et si nous poursuivons à ce rythme, nous aurons concrétisé les objectifs de Dakar en 2015.

3 Vous avez fait appel à l'aide extérieure. Combien faut-il au Nigeria pour réaliser l'Éducation pour tous ?

Rien que pour l'éducation de base, nous avons besoin chaque année d'environ 800 millions de dollars EU. Nous fournissons déjà des efforts considérables au plan national. On a beaucoup critiqué le montant qui est alloué par le Nigeria à l'éducation. Mais lorsqu'on additionne l'effort fédéral et celui de l'Etat, les dépenses dans ce secteur représentent plus de 26 % du budget total, précisément le montant que les agences internationales, dont l'UNESCO, recommandent de consacrer à l'éducation. Au niveau fédéral, nous nous efforcerons d'aller plus loin – de lutter par exemple contre le gaspillage et d'affecter l'argent ainsi épargné à l'éducation. Mais nous avons toujours besoin de la communauté internationale.

Semaine mondiale de l'Éducation pour tous 2003

On attend beaucoup de l'édition 2003 de la Semaine mondiale de l'éducation pour tous, qui sera fêtée dans le monde entier du 6 au 13 avril. Individu ou organisation, chacun est invité à se manifester, par des débats télévisés, des événements publics et des festivités en tout genre. Le thème de cette année : « Relancer les efforts pour éliminer les disparités sexuelles d'ici 2005 ».

« Nous comptons sur une mobilisation encore plus forte que l'an dernier, qui a vu participer 90 pays », annonce Abhimanyu Singh, directeur de l'Unité du suivi de Dakar à l'UNESCO.

Les événements sont organisés par l'UNESCO en collaboration avec la Campagne mondiale pour l'éducation, une coalition d'ONG, mais les associations locales, les organisations internationales, les enseignants, les universités, les médias et tous ceux qui le souhaitent sont également conviés à marquer cette semaine d'une pierre blanche. En mettant l'accent sur les disparités filles-garçons dans l'éducation, la Semaine espère réduire des inégalités sexuelles criantes : sur les 113 millions d'enfants non scolarisés des pays en développement, 60 % sont des filles.

Contact : Equipe médias du secteur de l'éducation • Mél : edmedia@unesco.org

Autour du monde

→ Le Burkina Faso, la Guinée, la Guyana, le Honduras, la Mauritanie, le Nicaragua et le Niger sont les premiers à bénéficier de l'« initiative accélérée » lancée par la Banque mondiale pour aider à la mise en œuvre des plans d'action pour l'Éducation pour tous. Les besoins de financement sont actuellement estimés à quelque 400 millions de dollars EU pour les trois prochaines années (2003-2005).

→ Le nouveau Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et Les Caraïbes (PRELAC) sur quinze ans, qui se veut le moteur de réformes substantielles des politiques éducatives, a été approuvé par les ministres de l'Éducation de la région lors de la conférence de La Havane en novembre.

→ Des parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunis pour la première fois à Sao Paulo (Brésil) début novembre pour faire progresser l'ordre du jour de l'Éducation pour tous. Ils ont décidé de créer un forum d'échange entre législateurs de la région.

→ En Asie de l'est et du sud-est, les planificateurs de l'éducation de différents pays ont fait appel à la visioconférence pour débattre de leurs plans d'action nationaux pour l'Éducation pour tous. Organisées par l'UNESCO et la Banque mondiale, les séances de visioconférence se poursuivront en 2003.

→ Une conférence internationale sur l'apprentissage tout au long de la vie en Europe, organisée à Sofia (Bulgarie) en novembre 2002, a déploré le manque d'intérêt pour les besoins d'apprentissage des adultes dans de nombreux pays.

→ Les projets de plans nationaux de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban, de la République arabe syrienne et du Soudan ont été révisés et amendés à l'occasion d'un débat réunissant des personnels de l'UNESCO, des experts et les équipes de l'Éducation pour tous de ces pays, lors d'un séminaire qui s'est tenu en octobre à Beyrouth.



Dessine-moi la paix

Organisé par l'UNESCO, le concours « Dessine-moi la paix » s'adressait aux enfants âgés de 4 à 7 ans. Le jury, composé d'artistes et d'enfants, s'est réuni à Paris le 20 novembre et a sélectionné dix-huit gagnants dont les dessins seront reproduits sur des cartes postales.

Contact : Bernard Combes, UNESCO-Paris • Mèl : b.combes@unesco.org
Site Internet : www.unesco.org/education/painting/index.shtml

Une Haute-Commission pour l'Afghanistan

Les ministres afghans de l'éducation et de l'enseignement supérieur, Mohammad Younus Qanooni et Mohammad Sharif Faiz, ont participé à la première réunion de la Haute-Commission sur l'éducation pour l'Afghanistan, qui est tenue au Siège du 16 au 21 décembre. Educateurs et intellectuels, bailleurs de fonds et représentants des agences des Nations Unies étaient également présents.

Créée à l'initiative du gouvernement afghan avec le soutien de l'UNESCO, cette Haute-Commission indépendante est chargée de définir les objectifs politiques et stratégiques qui permettront de reconstruire le système éducatif de ce pays, qui comprend 70 % d'analphabètes. Confrontée au manque de moyens et à une pénurie d'enseignants, l'Afghanistan doit former des professeurs et réviser les manuels scolaires et les programmes.

La Haute-Commission, dont le secrétariat est ouvert depuis le 1^{er} janvier, se réunira de nouveau en mai à Kaboul, en présence du Directeur général de l'UNESCO. Elle remettra ses recommandations au gouvernement afghan en juin 2003.

Contact : Martin Hadlow, UNESCO-Afghanistan
Mèl : martin.hadlow@undp.org

Appel à l'action des ministres africains de l'éducation

Il faut qu'au moins 20 % des budgets nationaux soient affectés à l'éducation, et 50 % des budgets de l'éducation à l'éducation primaire. C'est la teneur de l'appel lancé en décembre dernier à Dar es-Salaam par les ministres de l'Education des Etats membres d'Afrique à l'occasion de leur 8^e Conférence (MINEDAF VIII).

La part des dépenses d'enseignement hors salaires doit être augmentée, ont ajouté les ministres, et des améliorations doivent être apportées à la formation des enseignants. Les pays doivent viser un ratio d'environ 40 élèves par maître, et réduire les taux de redoublement.

Deux initiatives importantes ont également été prises :

- la création d'un Forum régional pour l'Education pour tous, chapeautant six forums sous-régionaux chargés d'intervenir en Afrique sub-saharienne et dans les pays d'Afrique du nord
- la publication, tous les deux ans, d'un rapport de suivi des progrès de l'éducation en Afrique.

Contact : Armoogum Parsuramen, UNESCO-Dakar
Mèl : a.parsuramen@unesco.org

Cambodge : la prévention du sida s'apprend à l'école

Avec près de 3,5 % des 15 à 49 ans infectés par le virus du sida, le Cambodge est l'un des pays d'Asie où la progression de la maladie est la plus rapide. L'épidémie touche désormais toutes les couches de la population, dans les villes, comme dans les campagnes, même les plus reculées.

Un programme de prévention a été lancé en 1998 dans les établissements d'enseignement secondaire par le ministère cambodgien de l'éducation, de la jeunesse et des sports, avec le soutien du bureau de l'UNESCO à Phnom Penh. Plusieurs milliers d'enseignants ont d'ores et déjà été formés pour sensibiliser les élèves aux dangers de la maladie.

Près de 4 ans après sa mise en place, une évaluation réalisée auprès d'un échantillon de 11 établissements indique que la connaissance du virus progresse de façon significative après la formation : on passe en effet de 53 % de bonnes réponses avant à 81 % après les cours de sensibilisation. Cette progression est encore plus visible chez les filles dont les résultats progressent de 51 à 89 %.

Par ailleurs, 66 % des directeurs d'écoles et 62 % des enseignants se disent prêts à reconduire l'opération.

Seul bémol : les enseignants reconnaissent qu'il n'est pas toujours facile de parler des relations sexuelles en cours et 51 % avouent avoir des difficultés lorsque les classes sont surchargées. Près de 84 % d'entre eux souhaiteraient en outre être davantage formés sur la maladie et les moyens de s'en prémunir.

Contact : E. Clément, UNESCO-Phnom Penh
Mèl : e.clement@unesco.org

Les bonnes notes des Seychelles, de l'Ile Maurice et du Kenya

Les élèves des Seychelles, de l'Ile Maurice et du Kenya ont de bonnes raisons d'être fiers : ils sont les meilleurs de toute l'Afrique australe, orientale et centrale. Tel est le résultat d'une étude sur la qualité de l'éducation rendue publique lors de la 8^e Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres d'Afrique (MINEDAF). Réalisée auprès de plus de 45 000 élèves en sixième année de scolarité, âgés de 13 ans en moyenne, l'enquête a porté sur une quinzaine de pays des trois régions concernées.

L'Ile Maurice arrive en tête pour les mathématiques, devant le Kenya et les Seychelles, tandis que les élèves de Namibie, du Lesotho et de l'Afrique du Sud obtiennent les notes les plus basses. Quant aux meilleurs lecteurs, ils se trouvent, dans l'ordre, aux Seychelles, au Kenya et à l'Ile Maurice. Le Lesotho, la Namibie et l'Ouganda enregistrent les résultats les moins bons.

Outre les connaissances de base, l'enquête a examiné d'autres facteurs pouvant influencer la qualité de l'éducation, comme les budgets alloués à l'éducation, la nutrition des élèves ou les équipements scolaires. Or dans tous les pays, il s'avère que près de moitié des élèves vont dans des écoles sans électricité, et 15 % d'entre eux dans des établissements sans eau.

Les budgets consacrés à l'éducation varient considérablement d'un pays à l'autre, allant de 28,5 % au Swaziland à 7 % en Tanzanie. L'enquête, qui a bénéficié du soutien technique de l'Institut international pour la planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP), est la plus importante jamais menée sur la qualité de l'éducation dans cette partie de l'Afrique.

Contacts : S. Murimba, UNESCO-Harare et K. Ross, IIEP, Paris
Méls : s.murimba@unesco.org et k.ross@iiep.unesco.org

JANVIER

6 - 9

Les perspectives offertes par l'enseignement ouvert et à distance dans la formation des éducateurs d'adultes et des intervenants locaux en alphabétisation et en formation non formelle des adultes.

Organisé par l'IUE, l'Université d'Afrique du sud et l'Open Learning Campus (New Delhi) • Pretoria, Afrique du sud
 Contact : m.singh@unesco.org

20 - 23

Symposium international sur l'éducation en milieu rural. Organisé par le Centre international de formation et de recherche pour l'enseignement rural (INRULED)

et l'UNESCO • Baoding, Chine
 Contact : beijing@unesco.org

21 - 23

Réunion annuelle de la Consultation collective des ONG sur l'Education pour tous • Porto Alegre, Brésil

Contact : ngo.efa@unesco.org

30 - 31

La pratique des droits dans l'éducation : un engagement renouvelé pour l'éducation aux droits de l'homme • UNESCO Paris

Contact : m.karela@unesco.org

FEVRIER

13

Lancement international de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation coordonnée par l'UNESCO

Siège des Nations Unies, New York
 Contact : s.aoyagi@unesco.org

MARS

6 - 7

Troisième réunion du Comité de rédaction du Rapport mondial de suivi de l'Education pour tous, pour faire le point sur le rapport 2002 et préparer les éditions 2003 et 2004 • UNESCO Paris

Contact : u.peppler@unesco.org

7

La médiation et la jeunesse. Organisé par l'UNESCO et le Centre de médiation et de formation à la médiation (CMFM) • UNESCO Paris

Contact : a.verdiani@unesco.org

31

Vers le pacifique... Organisé par l'UNESCO, le CIRCM (Centre international de résolution des conflits et de médiation) et la Délégation canadienne auprès de l'UNESCO • UNESCO Paris

Contact : a.verdiani@unesco.org

AVRIL

6 - 13

Semaine mondiale de l'Education pour tous, un événement annuel pour sensibiliser aux objectifs de l'Education pour tous, évaluer les progrès et commémorer le 3^e anniversaire du Forum mondial sur l'éducation de Dakar (voir p. 9)

Contact : edmedia@unesco.org



● **Globalization and the Market in Higher Education : Quality, Accreditation and Qualifications** sous la direction de Stamenka Uvalić-Trumbić. Gagné par la culture de marché, objet de négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce, l'enseignement supérieur subit des adaptations qui ne sont pas sans poser problème en termes de qualité, d'accréditation et de qualifications. Des enseignants et des responsables d'ONG et d'organisations internationales donnent leur point de vue. Disponible auprès des Editions UNESCO,

7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, 212 p., 22 euros.
Pour commander : <http://upo.unesco.org>

● **Gender Sensitivity : Manual for Sensitizing Educational Managers, Curriculum and Material Developers and Media professionals to Gender Concerns.** Ce manuel convivial est l'aboutissement de treize années d'expérience de l'UNESCO en Afrique, en Asie et, dans une moindre mesure, dans les Etats arabes. Il vise avant tout à sensibiliser les éducateurs aux discriminations sexuelles. (UNESCO doc. ED-2002/WS/26)

● **Le rôle des services étudiants dans l'enseignement supérieur.** Un manuel pratique pour développer, mettre en œuvre et évaluer les services et les programmes étudiants. Préparé à l'intention des gouvernements et des établissements d'enseignement supérieur, il présente un certain nombre d'initiatives concrètes et de méthodes susceptibles d'améliorer la qualité de vie des étudiants. (UNESCO doc. ED-2002/WS/27)

● **De la non-violence en éducation** de Jean-Marie Muller. Cet ouvrage, élément d'une malette pédagogique, s'adresse aux éducateurs et aux élèves, ainsi qu'à tous ceux qu'intéressent la recherche de la paix par la non-violence. Il jette les bases d'une réflexion cruciale en ce début de la Décennie internationale des Nations Unies pour la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix pour les enfants du monde (2001-2010). (UNESCO doc. ED-2002/WS/23)

● **Assessment Report, Education in the Chechen Republic : Conditions, Problems, Recovery Prospects and Development.** Réalisée par des experts russes et internationaux avec le soutien technique et financier de l'UNESCO, cette étude fait le point sur la situation éducative en Tchétchénie, 184 p.

● **Secondary Education : a Path Toward Human Development.** Cet ouvrage consacré à l'enseignement secondaire rassemble les travaux de chercheurs de différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Une confrontation d'analyses offrant des points de vue variés, enrichie d'une imposante documentation. Disponible en anglais et en espagnol auprès de l'UNESCO-Santiago, 247 p. (Mél : cjerez@unesco.cl)

● **Multimedia in Education.** Cette formation destinée aux personnels éducatifs explique pourquoi, où et comment les technologies multimédias peuvent être utilisées en classe et dans d'autres contextes de formation, tout en soulignant leurs limites en tant qu'outil pédagogique. Préparé par un groupe de travail international dans le cadre du programme de formation de l'ITIE. Moscou, 2002. Le coffret comprend 6 modules et leurs CD. Prix : 98 dollars EU. A commander en ligne sur www.iite.ru.

● **Guidelines for Education in Situations of Emergency and Crisis** sous la direction de Kacem Bensalah. Un manuel de soutien pour la préparation des plans nationaux et régionaux pour l'Education pour tous.

● **Teacher Training : a Contribution to Discussion – Some Country Experiences.** Compilation, par un éventail d'auteurs, d'expériences de formation des enseignants dans des pays aussi différents que le Chili, les Etats-Unis, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni et Israël. Disponible en anglais et en espagnol auprès de l'UNESCO-Santiago, 193 p. (Mél : cjerez@unesco.cl)

L'UNESCO et l'éducation.

Cette brochure vivante est une introduction à la mission éducative de l'UNESCO, ses stratégies et ses priorités. Disponible dès aujourd'hui en français, en anglais et en espagnol. A paraître bientôt en arabe, chinois, portugais et russe.



● **International Review of Education.** Ce numéro spécial intitulé « Education and Human Rights », qui réunit des contributions de tous les continents, présente la situation actuelle de l'éducation aux droits de l'homme dans le monde. Volume 48, n° 3-4, juillet 2002, sous la direction de Volker Lenhart et Kaisa Savolainen. Disponible auprès de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, Hambourg, www.unesco.org/education/uie/, mél : uie@unesco.org.

● **PERSPECTIVES, revue trimestrielle d'éducation comparée.** Préparé à l'occasion de la 14^e conférence sur le sida de juillet 2002, à Barcelone, ce numéro de Perspectives est une étape importante dans la définition d'une stratégie mondiale de lutte contre la maladie et des moyens de sa mise en pratique. Avec des intervenants de tous horizons – chercheurs, jeunes, ministre, personnels de l'UNESCO et porte-parole religieux. N° 2, juin 2002, Bureau international d'éducation, abonnements : <http://www.ibe.unesco.org/International/Publications/Prospects/subscribe.htm>

Sauf mention du contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du Service de documentation et d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO. Mél : sdi@unesco.org

